

L'enjeu stratégique des catégories populaires dans la métropolisation



La relégation des catégories populaires dans les quartiers enclavés et stigmatisés des métropoles est le résultat de stratégies urbaines dont les effets n'ont pas été anticipés. En rompant avec l'histoire du territoire et en coupant avec la ville, les grands ensembles construits entre 1960 et 1980 ont produit de l'isolement qui a contribué à la marginalisation de ces populations. Ne se positionnant pas uniquement sur le terrain de la justice sociale, Catherine Tricot insiste sur l'importance stratégique de la mise en œuvre de politiques visant à ce que les catégories populaires irriguent pleinement la ville. Cela passe nécessairement par la fin des quartiers séparés et par la prise de conscience que l'espace urbain est aujourd'hui le lieu majeur de la politique.

La métropolisation s'accompagne dans le monde entier d'un renforcement des inégalités territoriales et des ségrégations spatiales et sociales. Vivons-nous une nouvelle structuration des sociétés correspondant à cette phase de métropolisation ? Que deviennent les catégories populaires ? Quels sont les enjeux qui s'attachent à leur présence ou non dans les métropoles, en particulier dans la ville monde, Paris ? Quelle est la nature de cette présence ?

Ce qui change ce n'est pas en soi le processus de métropolisation. Celui-ci n'est pas, en effet, nouveau. La concentration des richesses, des savoirs et des pouvoirs dans les villes est un phénomène séculaire. Dans l'époque moderne, aux XVI^e et XVII^e siècles, Venise, Amsterdam, Gênes étaient les centres d'un monde en expansion. Ces villes drainaient les marchandises et organisaient les échanges à travers les mers. Cependant, elles ne structuraient pas l'ensemble des sociétés. Celles-ci demeuraient agraires et les hommes continuaient très majoritairement à vivre comme ils l'avaient toujours fait. La révolution industrielle a bouleversé la carte géopolitique : Paris et Londres sont au cœur du nouvel âge, celui de la machine, du train et des colonies. Au XX^e siècle, New York et Shanghai entrent dans le cercle restreint des villes monde. La métropolisation progresse.

La ville: le lieu de la production contemporaine

La métropolisation actuelle n'est donc pas une rupture. La bifurcation que nous connaissons est ailleurs. Elle tient en premier lieu au fait que nous sommes devenus une société d'urbains pilotée par une poignée de capitales. Métropolisation et urbanisation se superposent. Tous les êtres humains vivent désormais au rythme de la ville. Et depuis 2011, la majorité des Terriens vit en ville. Au-delà des interconnexions historiques, les villes sont sorties de leurs limites et sont devenues des réseaux. Les métropoles organisent des pays, des régions. Couplée à la révolution numérique, notre mondialisation dessine les formes particulières du capitalisme contemporain. La puissance économique d'immenses entreprises — licites ou non — autant que celle des « métropoles-monde » mettent à mal les États et une nouvelle société a émergé qui redéfinit jusqu'aux finalités de la vie.

L'autre fait qui constitue une rupture est la place que prennent les métropoles dans la nouvelle révolution numérique. Ces métropoles et a fortiori les métropoles mondiales, dont Paris, ne sont pas seulement les lieux, mais les actrices de la production des richesses et des sociétés. Ces villes permettent et amplifient le processus additif qui donne sa puissance à la révolution numérique qui continue de se déployer et de tout redéfinir. C'est dans le foisonnement, le bouillonnement, la densité des échanges que s'inventent les techniques, les produits, les représentations de demain. À côté d'une explosion des relations dématérialisées et du télétravail, le cœur des processus de création de richesses se situe dans les villes. Pour inventer, diriger et créer, il faut une densité exceptionnelle de relations, d'opportunités et de conditions matérielles. Et le méga lieu qui réunit ces conditions c'est la ville, la métropole. En ce sens on peut dire que la ville remplit aujourd'hui la fonction de l'usine, hier. Elle est LE lieu de la production contemporaine, sa condition même. Dès lors, qu'il y ait ou non des personnes issues du monde populaire dans ce processus en cours déterminera les contours des productions matérielle et culturelle.

Les politiques permettant l'accès à la ville

C'est dans ce cadre que se pose la place des catégories populaires dans les métropoles. L'enjeu n'est pas uniquement celui de la justice sociale comme on le pose généralement dans le débat public. L'enjeu est stratégique. Et pas seulement parce que l'on a besoin des classes subalternes pour le bon fonctionnement de la ville : infirmières, professeurs, personnels d'entretien, livreurs, etc. Londres a poussé si loin leur éviction du cœur de la métropole que cela asphyxie le fonctionnement même de cette ville qui constitue à elle seule

l'essentiel du dynamisme économique anglais. Voilà donc le pouvoir libéral obligé de reprendre la main sur l'aménagement du territoire et, par exemple, de construire une ligne grande vitesse qui va élargir encore d'un cran le Grand Londres jusqu'à englober prochainement la seconde ville du royaume en plaçant Manchester à 45 minutes du centre de Londres.

Pour permettre aux travailleurs d'accéder à la grande ville, il y a au moins deux politiques, qui se combinent : d'une part, élargir le bassin de recrutement au moyen d'une extension du réseau de transport ; d'autre part, préserver des logements accessibles au cœur de la métropole. La région parisienne travaille sur ces deux fronts. Le grand projet de métro en cours va indiscutablement faciliter l'accès des habitants en même temps qu'il contribue à l'élargissement du foncier rentable. Le devenir du logement social est un autre aspect fortement disputé actuellement. Les métropoles françaises ont en héritage la place importante du logement social. C'est assez unique au monde. Son devenir est un enjeu identifié par les débats et combats politiques. Pour refuser un nouvel éloignement des catégories populaires, nous savons qu'il faut contester la loi Elan, s'interroger sur les effets de la densité, discuter le partage de la richesse créée par les investissements, etc.

La nécessité de lier les enjeux politiques et la stratégie urbaine

L'autre aspect moins présent dans le débat, et sur lequel on insistera ici, est le caractère structurant pour l'ensemble de la société de la place des catégories populaires dans les métropoles. Au-delà du combat pour la justice et l'égalité, l'enjeu est de savoir si les catégories populaires avec leurs cultures et leurs attentes seront ou non actrices de la redéfinition du monde en cours. Il ne s'agit pas seulement de leur faire place pour qu'elles puissent encore remplir des « fonctions supports », mais de les intégrer au cœur du chaudron. Il ne s'agit pas d'une question sociale, mais de l'enjeu du projet politique. Il se joue dans la ville et se traduit dans un projet urbain.

Historiquement, nous avons déjà connu un processus analogue qui a lié enjeux politiques et stratégie urbaine. Le monde ouvrier s'est développé autour des usines qui, dès l'origine, étaient proches des villes. À la fin du XIX^e, ce nouveau monde populaire et ouvrier est en expansion et on parle d'eux comme des catégories dangereuses. La littérature est pleine de ces gens de la zone avec leurs casquettes qui effraient les bourgeois des villes. Les ouvriers sont là, mais sont tenus aux marges. En France, des années trente aux années soixante, la constitution d'un mouvement ouvrier et l'intégration de la banlieue dans l'espace urbain ont formé les deux temps de l'insertion du monde ouvrier dans la République et l'espace politique, avec ses effets que l'on nomme école publique, service public, protections collectives...

Depuis la fin des années soixante, les usines sont sorties des villes et le monde ouvrier a éclaté socialement et politiquement. Dans le même temps, les catégories populaires se sont profondément transformées. Les femmes sont entrées massivement dans le salariat, une grande part vient de l'immigration, la jeunesse ne cesse de croître dans ses qualifications et sa formation, des métiers nouveaux émergent avec des savoir-faire en transformation. C'est donc ces catégories populaires là qu'il faut intégrer, avec leurs attentes propres qui sont plus diverses, hétérogènes qu'auparavant. Et ce sont bien à elles qu'il faut permettre de compter, de prendre part à la production contemporaine non seulement matérielle, mais aussi symbolique et politique. Et dès lors, il ne suffit plus de leur assurer un accès décent à la ville.

Isolement et relégation des catégories populaires

La priorité est de sortir du ghetto dans lequel les quartiers populaires et leurs habitants ont été enfermés.

Cette relégation est le résultat de politiques et de choix qui n'ont pas tous eu pleinement conscience de leurs effets. Dans les années soixante, s'est opérée une convergence entre les communistes qui rêvaient d'un monde nouveau, les architectes et urbanistes qui voulaient une ville nouvelle et un logement pour tous et un État sommé de loger dignement. Dans les conditions de la France, avec le poids des majors du bâtiment et des ingénieurs des ponts dans l'appareil d'État, cela a produit les grands ensembles. Partout en France, sur d'anciens bidonvilles ou d'anciens maraichages, des centaines de quartiers sont sortis de terre. Souvent sur les hauteurs des villes, loin des centres, des transports et des équipements, des familles ont trouvé à se loger « normalement ».

Mais ces constructions en rupture avec l'histoire du territoire et en coupure avec la ville — quand bien même elles la jouxtaient — ont produit de l'isolement, un solo funèbre qui a contribué à la marginalisation des catégories populaires. Les politiques de peuplement, le mauvais entretien par des offices qui se sont trouvés face à un patrimoine vieillissant massivement et soudainement ont amplifié le mouvement de retrait des salariés actifs. La politique d'accession au pavillon a fait le reste. Le programme de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru) donne la mesure actuelle du problème : Plus de 400 quartiers sont aujourd'hui éligibles au Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur la base d'un revenu médian des habitants sous le seuil de pauvreté. Il y a coïncidence entre ces grands quartiers collectifs d'habitat social construits entre 1960 et 1980 et la carte de la relégation sociale. Leur spécificité urbaine marquée – absence de rue inscrite dans une trame historique des liaisons entre quartiers et entre ville, absence d'espace public, logement d'un seul type conçu selon les normes d'habitabilité et constructives des années soixante – constitue un facteur majeur de leur enclavement, de leur isolement, de leur stigmatisation.

Sortir du quartier et vivre la ville

Il faut trouver les chemins d'un raboutage entre ces quartiers et la ville. Et cela passe par leur déspecialisation sociale, urbaine, architecturale.

Pourquoi ? Non pas parce que le salut de ces quartiers viendrait d'un « retour » des classes moyennes. Au terme de la première rénovation urbaine (Anru 1) il n'a pas eu lieu et n'aura sans doute jamais lieu. Il faut cette transformation profonde pour que les habitants de ces quartiers puissent s'intégrer dans la modernité, c'est-à-dire sortir du quartier et vivre la ville. Certainement qu'il faut pour cela des transports réguliers et cadencés. Mais l'affaire n'est pas que technique. Elle est aussi symbolique. Cela veut dire de vraies rues avec des trottoirs et des lampadaires. Cela veut dire aussi renoncer à ce rêve délétère d'apporter « tout » dans le quartier. Cela veut dire encore proposer des logements qui correspondent aux attentes des salariés d'aujourd'hui : une salle de bains de 4 m², un séjour d'au moins 20 m², un balcon. Il ne faut plus que le local poubelle soit situé en avant-plan du bâtiment, avant même le hall d'entrée. Bref, il faut des quartiers, des bâtiments, des logements qui entrent dans des codes sociaux partagés. Si on veut que les murs qui sont dans les têtes tombent, il faut qu'ils soient effacés de la réalité. Des matérialistes peuvent le comprendre. Aujourd'hui ce n'est pas le cas et les habitants incorporent leur différence.

À l'heure où la ville est le lieu d'invention concret d'un monde nouveau, il est primordial que les catégories populaires irriguent la ville. Une politique qui vise à l'insertion des catégories populaires dans la société passe nécessairement par la fin des quartiers séparés. L'espace urbain, devenu le lieu de la représentation du monde, de la construction des rapports sociaux et des rapports de force : il est le lieu majeur de la politique.

Notes de bas de page :

Pour citer cet article :

Catherine Tricot, « L'enjeu stratégique des catégories populaires dans la métropolisation », *Silomag*, n° 7, été 2018. URL : <https://silogora.org/lenjeu-strategique-des-categories-populaires-dans-la-metropolisation/>